



ASIA FOCUS

CINQ ANS DANS LA CHINE DE XI JINPING

Entretien réalisé par Emmanuel Lincot, sinologue et chercheur associé à l'IRIS, avec

Frédéric Lemaître / Journaliste au *Monde*, ancien correspondant à Pékin jusqu'à fin 2023, auteur de « Cinq ans dans la Chine de Xi Jinping » (Éd. Tallandier, 2024)

Mars 2024



ENTRETIEN AVEC



Frédéric Lemaître / Journaliste au sein du journal *Le Monde*, correspondant à Pékin jusqu'à fin 2023, auteur de « Cinq ans dans la Chine de Xi Jinping » (Éd. Tallandier, 2024)



Frédéric Lemaître est journaliste au *Monde*. Successivement chef du service économique, rédacteur en chef puis correspondant à Berlin, il a été en poste à Pékin de 2018 à 2023. Pendant cinq années, Frédéric Lemaître a assisté aux transformations profondes de l'Empire du Milieu. Ce livre est une invitation à décaler notre regard et à plonger au cœur des multiples facettes de ce pays-continent.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

EMMANUEL LINCOT : Ce séjour en Chine vous a-t-il conduit à repenser votre pratique du journalisme, eu égard à vos expériences précédentes, en Allemagne, notamment ?

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE : Absolument. Je savais bien entendu en partant à Pékin que les Chinois n'avaient aucun respect pour la liberté de la presse, mais je n'avais pas anticipé à quel point la notion même de journaliste y était différente. Une grande partie des Chinois ont intériorisé le fait que le rôle des journalistes n'est que de relayer les informations officielles. Comme l'a dit Xi Jinping, les journalistes chinois sont aux ordres du Parti communiste. Du coup, les journalistes occidentaux n'y sont pas vus comme des concurrents - comme les ingénieurs occidentaux peuvent l'être par les ingénieurs chinois par exemple - mais comme des « troublemakers » comme me l'a dit un jour un intellectuel chinois. Quand ils parlent de journalisme ou de démocratie, Chinois et Occidentaux ne parlent pas de la même chose et c'est un problème. Autre incompréhension qui découle de ce décalage : les Chinois nous jugent en fonction de notre nationalité. Pour eux, un journaliste français est supposé leur être moins hostile qu'un journaliste américain. À de multiples reprises, des Chinois m'interrogeaient pour savoir ce que pensait la France de tel ou tel sujet. Je leur répondais qu'ils devaient poser la question à l'ambassadeur et que je n'étais nullement le représentant des intérêts français. Dans cet univers, les journalistes occidentaux sont effectivement des fauteurs de troubles. Cela est d'autant plus vrai qu'en raison de la faiblesse de nos effectifs (faut de visas et de moyens économiques), nous avons tendance à parler des 2% des trains qui arrivent en retard et non des 98% qui sont ponctuels. Dans un pays dont le dirigeant explique que « le Parti communiste contrôle tout » et où la propagande serine que tout va bien, il est normal que les journalistes occidentaux cherchent à déconstruire ce discours. Mais nous tombons parfois dans le travers inverse et n'indiquons pas suffisamment que 98% de trains sont ponctuels.

Depuis l'expulsion d'Ursula Gauthier en 2015, comme vous le rappelez dès les premières pages de votre livre, les pressions exercées par le Parti communiste chinois sur les journalistes étrangers n'ont cessé d'augmenter. Et pourtant, vous ne cessez de dire que vous n'avez jamais été inquiété, que vos enquêtes y compris au Xinjiang n'ont jamais été entravées. Bref, que la situation des journalistes n'a rien à voir en Chine comparée à celle prévalant en Russie. Comment expliquez-vous ce qui peut apparaître ici comme un paradoxe ?

J'ai écrit que je n'ai jamais été inquiété physiquement. J'ai toujours pensé que le pire qui puisse m'arriver était d'être expulsé. Peut-être ai-je péché par optimisme. En 2022, deux journalistes australiens ont été convoqués par la police et ont reçu l'interdiction de quitter le territoire. Il

a fallu que l'ambassade d'Australie à Pékin intervienne pour qu'ils puissent sortir. Si un jour, un pays comme la France arrête des Chinois accusés d'espionnage, il est probable que la Chine réagira en arrêtant, pour les mêmes raisons, deux fois plus de ressortissants de ce pays et il est tout à fait possible que des journalistes figurent parmi eux. Je n'ai pas écrit que mes enquêtes n'avaient pas été entravées. Au Xinjiang où j'ai passé une semaine à l'automne 2023, la police m'a suivi physiquement par intermittence et sans doute en permanence de façon virtuelle. J'en veux pour preuve le fait que les Ouïghours avec qui j'avais discuté et qui m'avaient proposé de devenir « ami » sur le réseau social WeChat m'ont bloqué quelques heures après notre échange. Plus largement, j'ai pu constater combien il est devenu de plus en plus difficile au fil du temps d'interroger des Chinois, notamment des officiels, des universitaires ou des chercheurs. Et la Chine est le premier pays où je me suis autocensuré, non dans mes écrits, mais en amont, dans la recherche d'informations. Pour ne pas mettre en danger ou en difficulté des Chinois qui auraient la mauvaise idée de me répondre.

Vous rendez compte d'éléments biographiques (P 21) concernant Xi Jinping, dans ses rapports à sa mère, dans les difficultés terribles auxquelles il a été confronté durant sa jeunesse. Ces éléments, sans doute, ne sont pas étrangers à son profil psychologique. Pensez-vous que la trajectoire politique de Xi Jinping, son cheminement intellectuel, est par ailleurs comparable à celle de Vladimir Poutine ?

Même s'ils sont nés à moins d'un an d'écart (octobre 1952 pour Poutine, juin 1953 pour Xi), il est difficile d'imaginer deux jeunesses plus différentes. Poutine est né dans une famille modeste, a fait des études de droit et, après être entré au KGB, a été envoyé en Allemagne de l'Est en 1985. Détail intéressant : sa mère l'aurait fait baptiser malgré les risques encourus. Xi a eu, par comparaison, une enfance dorée. Jusqu'à l'âge de neuf ans, il était l'un des enfants d'un des hommes les plus puissants du pays, un proche de Mao. Alors qu'une grande majorité de Chinois ont souffert de la faim lors du Grand bond en avant, le jeune Xi n'a sans doute manqué de rien. Tout a basculé en 1962 lorsque son père, accusé d'avoir laissé publier un livre qui pouvait apparaître comme une critique voilée de Mao, a été arrêté et envoyé croupir au fin fond d'une province dont il ne reviendra qu'en 1978. Xi, lui-même, pendant la Révolution culturelle, a été envoyé au fin fond du Shaanxi et s'il raconte aujourd'hui qu'il a aimé vivre au milieu des paysans, il a quand même fui et est rentré à Pékin, mais a dû repartir, car sa mère a refusé de le recueillir, sans doute parce qu'elle craignait pour sa vie et celle de ses autres enfants. Xi n'est rentré définitivement à Pékin qu'en 1975 et s'il a intégré l'université Tsinghua, il n'y a pas appris grand-chose puisque les universités n'ont repris leurs enseignements qu'en 1977-1978. C'est pour cela que Xi ne parle pas anglais. Inutile de préciser qu'il n'a jamais vécu

à l'étranger. Par ailleurs, son parcours en province, plutôt laborieux d'ailleurs, l'a toujours tenu éloigné des services secrets. Donc les parcours des deux hommes n'ont rien à voir. Et même si leurs analyses sur les raisons de la chute de l'URSS ne sont peut-être pas très éloignées, leurs visions du monde me semblent très éloignées. Pour le Russe, c'était mieux avant. Pour le Chinois, le meilleur reste à venir.

L'éviction humiliante de Hu Jintao (octobre 2022) lors du Congrès du PCC montrée par les télévisions occidentales a été en revanche censurée côté chinois. Cet épisode n'est pas sans faire penser à « tank man », l'homme s'opposant courageusement aux tanks, et qui sur la place Tiananmen s'apprêtent à écraser les grévistes en juin 1989. Cette histoire parallèle concernant la Chine et qui s'écrit en Occident nous renvoie à un narratif qui est loin de faire l'unanimité. Quelle définition donneriez-vous dès lors et en tant que journaliste à la notion d'événement ?

Au-delà de la définition classique - quelque chose qui survient et est important pour nous - j'ai été frappé durant ce séjour de voir combien la hiérarchie de l'information était différente de celle de l'Occident et si j'ai pu apprécier le savoir-faire de la propagande, j'en ai aussi vu les limites. Le plus frappant est bien entendu la hiérarchie de l'information. Par principe, rien n'est plus important que ce que fait Xi Jinping. Chaque soir, à 19 heures, le journal télévisé commence par les faits et gestes du grand leader, suivis éventuellement de ceux du Premier ministre. Le jour où Li Keqiang, Premier ministre jusqu'en mars 2023 est décédé, le 27 octobre 2023, sa disparition n'a constitué que le troisième titre développé par le journal télévisé, alors que ni Xi Jinping ni Li Qiang n'avaient eu d'activités exceptionnelles ce jour-là. De leur côté, les Chinois ont leur propre hiérarchie de l'information. Le 27 octobre, l'annonce de la mort de Li Keqiang s'est répandue comme une traînée de poudre. Il arrive fréquemment que les réseaux sociaux relaient un fait divers – de mon point de vue anecdotique - mais partagé en quelques heures par des centaines de millions de personnes. Parfois, la propagande est dépassée par les « événements », mais j'ai aussi le sentiment qu'elle voit plutôt d'un bon œil la population s'intéresser à un fait divers plutôt qu'à la vie politique du pays.

Ce qui est intéressant pour un observateur, c'est de décrypter ce que la propagande dit, mais aussi ce qu'elle tait. Elle a ainsi fait totalement l'impasse sur la révolte des Iraniennes à partir de l'automne 2022 ou la montée puis la tentative de putsch de Wagner en Russie. Contrairement à de nombreux journalistes occidentaux, je prends la propagande très au sérieux, car je suis convaincu que les dirigeants, en Chine comme dans le reste du monde, finissent par croire ce qu'ils disent. Je ne suis d'ailleurs pas convaincu que Xi Jinping soit l'homme le mieux informé de Chine. On ne peut pas exclure que l'inverse soit vrai.

Comme vous le rappelez (P 56), le PCC soutient parfois des groupuscules d'extrême droite en Europe. Comment expliquez-vous un choix qui peut paraître contre nature au vu de la culture politique du PCC et de son héritage marxiste-léniniste ?

Il y a deux raisons essentielles : le régime chinois est désormais au moins autant nationaliste que communiste et une véritable lutte idéologique l'oppose à l'Occident. Tout ce qui peut affaiblir les démocraties occidentales est le bienvenu à Pékin. Dans cette optique, le flirt entre la Chine communiste et certains mouvements d'extrême droite n'a rien d'illogique. J'ai d'ailleurs toujours pensé que si la Chine s'inquiétait des conséquences économiques de l'arrivée de Trump au pouvoir, elle ne pouvait que voir d'un bon œil ce dirigeant qui mine la démocratie américaine de l'intérieur et déstabilise non seulement les États-Unis, mais aussi le reste du monde occidental.

À l'instar du Japon, pensez-vous que la Chine est en passe de devenir moderne sans être occidentale ?

Oui dans le sens où la Chine remet en cause le lien entre démocratie et développement. De ce point de vue, la modernité chinoise n'est pas la modernité japonaise. Le modèle autoritaire qu'elle promeut est d'autant plus à prendre au sérieux qu'il fait manifestement des émules dans les pays du « sud global », mais aussi auprès des régimes illibéraux occidentaux. Mais, généralement, lorsqu'on aborde cette question de la modernité asiatique, c'est également pour pointer l'individualisme qui caractériserait l'Occident que l'on oppose à l'importance de la famille et plus largement du collectif qui constituerait une particularité des pays asiatiques. Sur ce dernier point, la Chine me paraît trop complexe et trop diverse pour entrer parfaitement dans ce cadre. Oui, la famille joue un rôle important en Chine, oui les Chinois sont volontiers patriotes et disent penser également à leur pays lorsqu'ils ont une décision importante à prendre, mais l'individualisme y est aussi très fort, me semble-t-il. Les très nombreuses jeunes femmes qui, au grand dam de leurs parents, n'ont aucune envie de se marier et d'intégrer une belle-famille chinoise en témoignent.

Vous relativisez le contrôle systématique de la technostructure (vidéosurveillance, IA) sur laquelle s'appuie le PCC pour surveiller la population. Ainsi, vous dites que le système du crédit social ne s'applique qu'aux entreprises, et non aux particuliers (P 156). Et en effet, même d'un point de vue de la transmission des informations, nous avons tous été surpris

par la circulation des images concernant les révoltes ouvrières de Zhengzhou ou les protestations de Shanghai (novembre 2022) que le pouvoir n'a pas su prévenir et qui l'ont même conduit à renoncer à sa politique sanitaire d'ultra-confinement. Le régime chinois est-il moins orwellien qu'on le dit ?

Oui, je le pense. D'abord parce que comme l'a montré la politique zéro-Covid, la surveillance relève d'une utilisation massive de la technologie, mais aussi, de façon tout aussi importante, de la mobilisation de millions de personnes au service des comités de quartier. La Chine, c'est Orwell plus la petite vieille du coin qui, dans le meilleur des cas vous dépanne et dans le pire vous dénonce. Surtout, la Chine, c'est un nombre incalculable de bureaucraties qui s'ignorent. Comment expliquer, sinon, que durant la politique zéro Covid, il fallait à la fois passer des tests pour quitter une ville par le rail ou l'avion, mais également pour entrer dans une autre ville quelques heures plus tard ? De façon plus anecdotique, il m'est arrivé, en cours de reportage, d'être appelé par la police pour savoir où je me trouvais, alors que j'étais accompagné par des responsables de la propagande.

La bourse de Shanghai dévisse (janvier 2024), le chômage des jeunes est au plus haut, l'ascenseur social est en panne... Vos pronostics pour les mois à venir alors que la Chine s'apprête à célébrer l'année du dragon ?

Il est certes difficile d'être optimiste. Tant la crise de l'immobilier, que l'endettement public, la suspicion du pouvoir à l'égard des entreprises privées, mais aussi les tensions internationales invitent au pessimisme. Mais il est à mon avis excessif de tout peindre en noir. La Chine n'est pas un pays, mais un continent qui continue d'être un immense réservoir de main-d'œuvre, d'innovation et où l'épargne privée est gigantesque. J'ajoute que, comparés aux 0,5% de croissance qu'a connus l'Union européenne en 2023, la croissance chinoise reste impressionnante même si elle diminue. Ceux qui disent « la croissance chinoise, c'est fini » sont souvent les mêmes qui sont étonnés par la modernité du pays quand ils y retournent après les trois années de politique zéro Covid. J'ajoute que dans un pays dont la population stagne voire diminue, une hausse de 3% à 5% du PIB signifie que chaque Chinois continue de s'enrichir. C'est ce qu'on a connu au Japon depuis trente ans. Le PIB progresse peu, mais comme le nombre de Japonais diminue, le niveau de vie continue de s'améliorer. Un économiste d'Oxford, Thomas Orlik, a publié en 2022 un essai : *China, the bubble that never pops*. Chine, la bulle qui n'éclate jamais. Tant durant la crise financière de 2008 que durant la crise boursière de 2015, la Chine s'en est sortie sans trop de dégâts. Le danger est que les dirigeants chinois croient avoir la formule magique et sous-évaluent les risques à venir.

Comme vous l'ont dit vos interlocuteurs au cours de ces dernières années, il n'y a pas d'alternative politique en Chine autre que celle du maintien du PCC au pouvoir. C'est ce régime autocrate ou le chaos. Manifestement, le poids de l'histoire, le contre-exemple de l'URSS expliquent cette analyse que partage par le plus grand nombre. La partagez-vous ?

À court terme, il est évident qu'il n'y a pas d'alternative au Parti communiste. D'ailleurs, le Parti est plutôt populaire. Croire qu'il ne gouverne que par la peur est une grossière erreur. Enfin, la probabilité qu'en cas de troubles, le Parti s'effondre comme un château de cartes sans opposer la moindre résistance me paraît hautement improbable. Et j'aimerais me tromper, mais je pense que si jamais le PCC devait s'écrouler, il serait sans doute non pas remplacé par un gouvernement social-démocrate héritier des Lumières, mais par un régime nationaliste d'extrême droite.

Li Keqiang, l'ancien premier ministre, meurt dans des circonstances étranges, Qin Gang ex-ministre des Affaires étrangères et Li Shangfu, ex-ministre de la Défense, disparaissent. Ces purges sont-elles un aveu de faiblesse de Xi Jinping ?

Mettons Li Keqiang de côté, car nous n'en savons rien. La disparition de Li Shangfu et de Qin Gang peut être analysée comme un aveu de faiblesse de Xi Jinping, mais aussi comme l'inverse. La preuve qu'il n'hésite pas à faire le ménage, y compris au sein de ses partisans. Je reste donc prudent. En revanche, ces disparitions de deux ministres quelques mois seulement après leurs nominations tendent à prouver que Xi Jinping n'avait pas toutes les informations les concernant quand il les a promus. C'est ce qui me fait penser que Xi n'est peut-être pas l'homme le mieux informé du pays.

Le soixantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la République populaire de Chine va être célébré cette année. Les diplomates chinois en font grand cas ; les Français beaucoup moins. De quoi cette différence d'appréciation est-elle le nom ?

Les Chinois en font grand cas, car ils sont passés maîtres dans l'art de flatter l'égo des interlocuteurs qui leur sont utiles. Qu'il est doux pour un pays de taille moyenne de s'entendre traité d'égal à égal par les dirigeants de l'empire du Milieu. Mais il ne faut pas être dupe. Si la Chine attachait une réelle importance aux relations diplomatiques avec la France, elle n'aurait pas laissé en place l'ambassadeur actuel à Paris dont la France a, au plus haut niveau, demandé le remplacement depuis au moins deux ans.

J'ajoute que, pour la Chine, la France est un partenaire économiquement mineur, mais qui reste diplomatiquement important à cause de son rôle tant au sein de l'Union européenne que du Conseil de sécurité de l'ONU.

Je vous cite : « Pour les Chinois, Taïwan, c'est la Chine. C'est ce qu'ils ont appris à l'école et ce que leur rabâche la propagande. L'ancien ambassadeur de France à Pékin Maurice Gourdault-Montagne compare l'île à une Corse où se serait réfugié Pétain en 1945 et qui, depuis, refuserait de réintégrer la mère patrie » (P124). Est-ce à dire que les Occidentaux se méprennent sur ce qu'est Taïwan réellement, ou plus particulièrement sur le Guomindang dont une majorité de députés a été élue au parlement ?

Je pense que les Occidentaux sous-estiment l'importance symbolique de Taïwan pour les Chinois. Mais, dans le même temps, ceux-ci sous-estiment l'évolution sociologique des Taïwanais qui se sentent de moins en moins Chinois. Et le Guomindang n'est pas non plus pour la « réunification ». Il est pour un rapprochement, au moins économique, avec la Chine continentale. Le Guomindang n'a pas la majorité au Parlement. Il a 52 sièges sur 113, mais il est vrai que le Parti démocrate progressiste au pouvoir n'en a plus que 51. En clair, les Taïwanais sont pour le *statu quo* alors que pour Pékin celui-ci n'est qu'un pis-aller.

Vous avez rencontré le cinéaste Wang Bing (P 192), discrètement exilé en France, et comme nombre de ses contemporains, celui-ci tient un discours désabusé sur la Chine contemporaine. Il fait toutefois le pari que ses films, censurés en Chine, seront un jour vus par des générations futures comme autant de témoignages historiques. Quel est selon vous le rapport des Chinois que vous avez côtoyés au temps politique ?

Il faut d'abord se demander quel rapport les Chinois entretiennent avec le temps. Une cadre de la ville de Datong (Shaanxi) connue pour l'exploitation du charbon, à qui je faisais remarquer en 2022 que cette ville devait bien se porter, vu que le charbon continue d'avoir la cote en Chine m'a fait une réponse extraordinaire : « il y a 2000 ans, il n'y avait que quelques centaines de millions de Chinois et Datong comptait 3 millions d'habitants. Aujourd'hui, la Chine compte 1,4 milliard d'habitants et Datong continue de compter 3 millions d'habitants. Donc, non, on ne peut pas dire que la ville se porte bien ». À ma vision trimestrielle de la situation, elle opposait une perspective millénaire. Par ailleurs, j'ai entendu plusieurs Chinois dire : « Xi n'est pas là pour très longtemps. Vingt ans, ce n'est pas très long ».

À vous lire, la condition féminine a, en Chine, régressé. Xi Jinping exhortant les femmes à rester au foyer pour accompagner et leur progéniture et leur mari. On semble très loin de l'idéal réformateur du 4 mai 1919 dont le régime communiste chinois s'était, dès son instauration, inspiré en reconnaissant l'égalité homme / femme ainsi que le droit de divorce. Quelles pourraient être les conséquences de ce changement comparé aux transformations que connaît Taïwan, par exemple ?

Je ne sais pas, mais il est clair qu'en ces temps de déclin démographique et de ralentissement économique, la direction du Parti communiste considère que la place des femmes est davantage au foyer qu'aux commandes de l'économie ou de la politique. Une politique renforcée par le fait que Xi Jinping s'entoure de fidèles de longue date et que ceux-ci sont exclusivement des hommes. L'attitude des femmes à l'égard du Parti va être passionnante à suivre dans les années à venir. Mais le Parti est une formidable machine dont il ne faut pas sous-estimer la capacité d'adaptation. La propagande est tout à fait capable de mettre en valeur quelques femmes exceptionnelles - spatonautes, scientifiques, artistes ou sportives – pour dissimuler les discriminations dont l'immense majorité d'entre elles font l'objet.

Alors que la Chine a des prétentions mondiales, vous rappelez que son intérêt pour son grand voisin indien est quasiment nul. Comment expliquez-vous cela ?

L'Inde est un rival idéologique et géopolitique et un concurrent économique. Donc la Chine tente d'en minimiser l'importance pour apparaître comme le leader naturel du Sud global, titre que Delhi est en mesure de lui contester. Le mépris des Chinois pour l'Inde se retrouve à tous les niveaux : de la propagande qui insiste régulièrement sur le retard indien comparé à la Chine aux Chinois qui se moquent de l'accent de leurs voisins quand ils parlent anglais. En fait, les deux pays s'ignorent. Deux exemples : Il n'y a aucun vol direct entre l'Inde et la Chine continentale et on voit extrêmement peu de restaurants indiens en Chine.

Avec le vieillissement de la population, vous dites que le régime est tenté de solliciter les Chinois de la diaspora pour relancer et l'économie et la démographie. En tout cas, il n'envisage absolument pas de faire appel des immigrés (non plus d'ailleurs que d'accueillir sur son territoire des réfugiés...). Le développement de la robotique ne pourrait-il pas être une autre option envisagée ?

La robotique est sans doute une réponse partielle, mais je vois mal comment la Chine va pouvoir se passer de main d'œuvre étrangère dans les décennies à venir. Cela se fera progressivement, mais ça me semble inévitable. Cela dit, la Chine ne va pas devenir

« multiculturelle » pour autant. Il n’y a que 800000 étrangers en Chine. Deux fois moins qu’en Île-de-France. La Chine dispose donc encore d’une certaine marge de manœuvre !

Vous soulignez que la Chine est une dictature, mais une dictature de la majorité (P 281), et le plus grand nombre se félicite de ne pas avoir à la tête de l'État un Donald Trump. Quelles conclusions tirez-vous de ce que sont devenues, par contraste, les démocraties occidentales ?

Ce que je constate, c’est que l’Occident ne fait plus rêver les Chinois même si bon nombre d’entre eux souhaiteraient disposer de davantage de liberté. Je constate aussi que la Chine a mis en place un système de sélection et de formation des élites qui, certes, est impitoyable pour ceux qui ne sont pas dans la ligne, mais qui est capable de sélectionner les meilleurs, au sein de ceux qui se sont coulés dans le moule. Plus généralement, je pense que nos dirigeants surestiment l’influence qu’ils peuvent avoir sur Xi Jinping, mais sous-estiment l’influence de la population chinoise sur ses dirigeants. Conclusion : si l’on veut avoir une quelconque influence sur la Chine, c’est en utilisant le *soft power* propre aux démocraties.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.